

Participation et médias citoyens

Les TIC favorisent la participation des citoyens au débat public	28
Le rôle des médias	29
L'information sur Internet	29
La contribution du Grenelle de l'environnement	30
Le débat public sur Internet	30
Sopinspace, acteur de la démocratie participative	30
Les trois principes de la démarche	31
L'équité de la parole ; le choix et la structuration de l'information	32
L'exemple d'une enquête sur la vaccination	32
Le principe de l'équité dans la parole	32
Internet doit-il être un défouloir ou faut-il structurer l'information ?	32
Échanges avec la salle	33
L'expérience de la Ville de Bonneuil-sur-Marne	35
Échanges avec la salle	36

Participation et médias citoyens

Intervenants

LUDOVIC PIRON-PALLISER

FLORENCE DURAND-TORNARE

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI

PHILIPPE AIGRAIN

JEAN-LUC MARTIN-LAGARDETTE

PASCAL NICOLLE

MIREILLE COTTET

ADEME Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

TIC Technologies de l'information et de la communication

LUDOVIC PIRON-PALLISER : *Chef de projets TIC et développement durable, Association des maires des grandes villes de France. L'utilisation des outils du web est-elle favorable à la gouvernance et à la participation citoyenne? Les collectivités se sont accaparées l'outil, mais en est-il de même des citoyens? Le développement durable comporte en effet aussi un volet social et participatif, censé impliquer les citoyens.*



LUDOVIC PIRON-PALLISER

CHEF DE PROJETS TIC ET
DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ASSOCIATION DES MAIRES DES
GRANDES VILLES DE FRANCE.

Les TIC favorisent la participation des citoyens au débat public

FLORENCE DURAND-TORNARE : *Fondatrice et déléguée générale, Ville-internet, France.*

Depuis 10 ans, Ville-internet travaille avec les collectivités territoriales sur les enjeux de citoyenneté, au cœur du développement durable. Si la participation des habitants était déjà effective avant l'explosion du net, les TIC offrent aujourd'hui la possibilité de l'améliorer par une meilleure organisation du dialogue.

De leur côté, les élus ont l'obligation de structurer le débat dans le territoire mais ils ne sont pas encore habitués à recourir aux TIC pour donner la parole. Pour certains, la parti-

icipation s'arrête même à l'explication des projets en cours. Pourtant, d'autres méthodes tendent vers une réelle implication des habitants pour une véritable expertise citoyenne : structuration des prises de parole, organisation des débats, consignation des échanges et suivi de la politique élaborée.

La logique de citoyenneté active correspond à une participation active au projet. Les acteurs concernés (chefs d'entreprise, associations, équipes éducatives...) doivent se constituer en réseau pour être un appui à la politique publique, autant au niveau local que national.

“ Les élus ont l'obligation de structurer le débat dans le territoire mais ils ne sont pas encore habitués à recourir aux TIC.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : L'autorité locale représente-t-elle l'échelon le plus pertinent pour le développement durable de par sa proximité avec les citoyens ?

FLORENCE DURAND-TORNARE : Pour tous les enjeux transversaux, l'entité la plus proche des habitants est l'échelon territorial. En effet, cette notion de proximité a du sens quand il s'agit de se comprendre. Si Internet a été considéré par certains comme un outil d'éloignement, il est ici utilisé pour une vraie mise en commun.

Aujourd'hui, 800 000 candidats se présentent aux élections municipales en France et se prêtent au débat. Il faut donc jouer avec cette dynamique, notamment grâce à Internet. Ce chiffre élevé, spécificité française, reflète un véritable enjeu démocratique.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : Les citoyens prennent-ils davantage la parole depuis l'émergence des consultations via Internet ?

FLORENCE DURAND-TORNARE : Internet n'est pas toujours utilisé de telle sorte à faciliter la participation. Cependant, quand les processus sont structurés, nous allons peut-être davantage au-devant de certaines populations qui jusque-là avaient quelques réserves à s'exprimer, par exemple le public jeune. L'outil du web permettra aussi d'aller au-devant des électeurs.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : Dans la réflexion de cet atelier, nous nous interrogeons aussi sur la crédibilité des médias.



FLORENCE DURAND-TORNARE
FONDATRICE ET DÉLÉGUÉE
GÉNÉRALE, VILLE-INTERNET,
FRANCE

Le rôle des médias

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI : *Directrice, Gaïa Network, France*

L'information sur Internet

Internet n'est pas seulement un outil d'échanges, il est un outil d'information.

Aujourd'hui, les Internautes peuvent donner leur avis sur de très nombreux sites alternatifs : c'est une sorte de retour au « citoyen libre », même si ce dernier n'est pas toujours formé, ni organisé.

Ces sites ont certes beaucoup d'avantages mais ils ont l'inconvénient majeur de diffu-

¹ www.youtube.fr ou
www.dailymotion.com



DOMINIQUE MARTIN-FERRARI

DIRECTRICE, GAÏA NETWORK,
FRANCE

ser une information ni vérifiée, ni hiérarchisée. Deux stratégies ont été identifiées sur ces espaces :

- collecte du maximum d'heures (*Youtube¹* ou *Dailymotion*) en vue de générer du passage et d'obtenir des espaces publicitaires
- éditorialisation des informations du site (site à deux vitesses : information de masse et information sélectionnée), comme le programme *Motion Maker* de *Dailymotion* qui note une partie des diffusions.

Mais la stratégie la plus intéressante est celle qui effectue une sélection sur la qualité des données. Le groupe MK2² (en matière de production cinématographique) a d'ailleurs conservé un site à une vitesse, mais avec deux niveaux d'intervention qui permettent à la fois l'accès immédiat aux œuvres souhaitées mais aussi une sélection de qualité de l'information.

La contribution du Grenelle de l'environnement

Tous les groupes du Grenelle de l'environnement ont remis les conclusions de leurs débats le 26 septembre 2007. Ils considèrent tous que l'information du citoyen est une vraie priorité. Ce travail a donc provoqué un impact social et citoyen considérable.

“ Ils considèrent tous que l'information du citoyen est une vraie priorité. ”

Dans le rapport du débat, 42 pages ont été réservées à la consultation régionale et seulement 3 pages à la consultation Internet, malgré 350 000 connexions sur le site du Grenelle³. Le citoyen s'est conduit sur le forum du Grenelle en consommateur, en militant, en citoyen, contrairement aux Régions politiquement responsables ; la consultation n'avait jamais été aussi importante sur Internet. Nous devons apporter des solutions de formation et d'information pour ne pas se retrouver dans une situation où la parole citoyenne est un « robinet qui coule ».

Je souhaiterais vivement comparer la consultation Internet du Grenelle à celle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME⁴), qui n'a pas connu un tel succès.

² <http://www.onowa.com>

³ www.legrenelle-environnement.fr

⁴ Organisation par l'ADEME d'un débat sur Internet sur la maîtrise de l'énergie suite de sa campagne nationale de mobilisation sur le changement climatique et la maîtrise de l'énergie (« Economies d'énergie : Faisons vite, ça chauffe ») en 2007

Le débat public sur Internet

PHILIPPE AIGRAIN : *Directeur, Sopinspace, France*

Sopinspace, acteur de la démocratie participative

Sopinspace est spécialisé dans la démocratie participative sur Internet et a travaillé sur de nombreux projets environnementaux. Le site du Grenelle de l'environnement comporte 30 pages de synthèse détaillée retraçant les interventions des forums.

“ L'objectif était d'aider à ouvrir les options possibles pour les politiques et de permettre aux citoyens de se construire comme acteurs à travers la participation au débat sur ces options. ”

Notre entreprise a été créée suite à la prise de conscience de nouveaux défis démocratiques. Après mon départ de la Commission européenne, j'ai voulu permettre de nouvelles formes de débats entre tous les acteurs. L'objectif était d'aider à ouvrir les options possibles pour les politiques et de permettre aux citoyens de se construire comme acteurs à travers la participation au débat sur ces options.

Les trois principes de la démarche



PHILIPPE AIGRAIN
DIRECTEUR, SOPINSPACE, FRANCE

Trois principes structurent la démarche :

- la compréhension de l'utilité de l'informatique et Internet. Ce sont des moyens merveilleux pour l'expression (au rythme choisi par l'utilisateur), l'accès à l'information et l'analyse critique. Les TIC permettent le recueil de paysages d'arguments et de positions, c'est un espace de démocratie des arguments. Mais lorsqu'il s'agit de délibérer, de construire du consensus et de se mettre d'accord sur la description des désaccords qui persistent, le besoin de face à face, d'égalité d'accès des personnes à la parole restent nécessaires

- utiliser Internet de façon réfléchie. Il ne s'agit pas de s'en servir comme un dépotoir à messages. Dans les forums utilisés sans structuration, les réponses à une même question apparaissent en vrac et sont redondantes. Le débat est peu lisible et ne permet le progrès cumulatif des arguments. L'outil nécessite une meilleure structuration pour permettre aux internautes de répondre à des interventions, de formuler leurs arguments en réaction envers les autres.

Dans les débats organisés par l'ADEME, dont la relativement faible participation est due à l'absence d'enjeu, il y a autant de contenu que dans les contributions des forums du Grenelle sur les sujets équivalents.

- la symétrie des outils ; quand une cartographie est élaborée, celui qui n'y adhère pas peut en créer une autre. Les citoyens doivent avoir les moyens de juger la véracité des conclusions. La participation doit s'articuler avec la décision démocratique des enceintes de représentation. **Toute opinion qui vient influencer un débat doit être prise en compte, ce qui ne veut pas dire que la décision doit forcément la suivre.** Les forums du Grenelle de l'environnement⁵ ont duré jusqu'au 17 octobre 2007. Le 19 octobre, nous avons terminé les synthèses dans lesquelles nous essayons de retransmettre une vision correcte de ce qui s'est exprimé dans le débat.

“ Utiliser Internet de façon réfléchie. Il ne s'agit pas de s'en servir comme un dépotoir à messages.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : Votre intervention pose la question de la restitution des débats et le problème de l'instrumentalisation. Un débat sur Internet peut se faire par la société civile ou par des institutionnels et sa restitution est fondamentale. De nombreuses questions se posent alors sur l'indépendance de l'information, l'éthique, les risques de manipulation...



⁵ Les conclusions du débat organisé par Sopinspace et l'Ademe ont été transmises aux groupes du Grenelle de l'environnement.

L'équité de la parole ; le choix et la structuration de l'information

JEAN-LUC MARTIN-LAGARDETTE : *Journaliste, Technoscope, France.* Nous avons lancé la première enquête participative (réunissant les internautes et un journaliste professionnel) sur le site www.agoravox.fr. Mes articles sont achetés par une fondation belge d'intérêt public à l'agence de presse (Technoscope) dont je suis salarié. L'idée est d'utiliser la grande diversité des connaissances et des opinions des internautes pour tirer, hiérarchiser et exploiter cette matière brute. Cela a pris en tout trois mois, luxe dont les journalistes, de plus en plus pressés et contraints, bénéficieraient aujourd'hui très rarement.



J-L MARTIN-LAGARDETTE
JOURNALISTE, TECHNOSCOPE,
FRANCE.

L'exemple d'une enquête sur la vaccination

L'enquête *on-line* a porté sur le principe des vaccinations obligatoires. Beaucoup d'internautes ont apporté des informations très précieuses, créant ainsi un fonds d'informations que j'aurais eu du mal à répertorier aussi exhaustivement, n'étant pas spécialiste de la santé.

Le principe de l'équité dans la parole

Dans ce type de cas, le journaliste construit sa propre opinion avec des arguments transparents, puisque tous les apports des internautes sont visibles en permanence aux yeux de tous. J'aime bien le principe « un homme vaut un homme ». Bien souvent, dans le débat public, la parole n'est pas équitable, notamment en raison des différences de statuts et de pouvoirs. Avec l'arrivée d'Internet, ce principe de « un pour un » devient possible. Sur Agoravox, la plupart des internautes interviennent sous un pseudonyme : tous sont pris en considération, alors que d'ordinaire, un journaliste interroge plutôt des experts reconnus. Là, chaque intervention se vaut *a priori*, c'est-à-dire quel que soit l'émetteur. Au journaliste, ensuite, de vérifier et de faire le tri.

Internet doit-il être un défouloir ou faut-il structurer l'information ?

Les deux. Une telle démarche permet aussi aux personnes de se défouler. Ce qui facilite l'émergence d'un contenu diversifié et très instructif. Ainsi, la matière première du travail journalistique, ses sources, sont bien plus riches : elles débordent les savoirs du journaliste et la pensée unique. La structuration et la sélection peuvent intervenir mais dans un second temps.

“ Ainsi, la matière première du travail journalistique, ses sources, sont bien plus riches : elles débordent les savoirs du journaliste et la pensée unique.



Échanges avec la salle

LUDOVIC PIRON-PALLISER : Les citoyens doivent tous accéder à une information intelligible. Cependant, les capacités de compréhension ne sont pas toujours équivalentes (différences sociales, âge, problèmes linguistiques...).

CLAUDE VIRLOGEUX : *ARTESI, Ile-de-France*. Internet parvient pourtant à « faire sauter » le millefeuille administratif. Les citoyens, véritables acteurs de terrain, participent désormais aux problématiques des collectivités, en s'exprimant le plus souvent par courriers électroniques. En revanche, la plupart des élus, notamment les futurs candidats, ne connaissent pas assez la réalité d'Internet, et en particulier l'avènement du Web2.0.

“ **Malgré les possibilités qu'offre le Web2.0, la plupart des citoyens sont peu préparés à la polémique et à la discussion.**

Malgré les possibilités qu'offre le Web2.0, la plupart des citoyens sont peu préparés à la polémique et à la discussion. Ce statut sur le Web reste encore à définir.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : À la naissance des universités, le débat et la polémique entre étudiants et mandarins faisaient partie des disciplines fondamentales. Je ne sais pas pourquoi cette spécificité a disparu.

FLORENCE DURAND-TORNARE : **70 % de la population n'est pas internaute.** La manière dont les médias classiques introduiront le débat sur Internet est très importante.

Si nous bafouons les institutions, y compris démocratiques, nous bafouons la République. Les élus se sont appropriés les outils collaboratifs bien avant le Web 2.0.

DENIS PANSU : *Fondation Internet nouvelle génération*. Nous devons travailler sur ces espaces de médiation du débat, particulièrement sur le numérique. Indissociable de l'espace humain, un dispositif technique doit être choisi. D'après une expérience intéressante, nous apprenons à construire une parole argumentée de citoyen après une expression émotive des citoyens. Nous avons besoin de construire ces dispositifs de médiation, encore trop peu nombreux aujourd'hui.

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI : Nombreux sont les personnes qui ne possèdent plus les outils du débat (la dialectique, la rhétorique, l'art de la contradiction...). Par exemple, le fait que l'on propose à certains élus des formations en communication comme le *media-training* et le *coaching* illustre parfaitement ce constat.

Nos représentants manquent bien souvent de connaissance et de formation sur cette argumentation web et ils en ont peur... Ils ont l'obligation de s'y lancer.

Dans les campagnes, il n'y a pas toujours d'ordinateur. Nous avons un devoir d'apprentissage pour tous ceux qui n'ont pas accès à Internet. Ce moyen d'expression doit absolument être pris en compte.

LUDOVIC PIRON-PALLISER : De nombreux maires n'utilisent pas l'ordinateur et les outils internet.

ÉRIC LAMOULEN : *Le Toit Angevin*. La participation citoyenne est la démocratie athénienne. La problématique est différente pour Internet car tout le monde n'est pas intéressé en même temps sur tous les sujets. La participation maximum revient aux enquêtes. L'Internet a changé les choses, notamment dans la participation des jeunes très peu présents dans les réunions participatives.

“ Car tout le monde n'est pas intéressé en même temps sur tous les sujets.

En débat national, la participation est généreuse et ouverte.

Plus les débats sont locaux, plus nous nous trouvons dans une situation de protection et d'exclusion. Nous ne sommes pas très loin du blocage sur l'hyper local. Il y a une multiplicité d'espaces pour tous les sujets mais aucune synthèse.

JEAN-MICHEL ASTIER : *élu local, président du Réseau national des télécentres*. Nous construisons nos territoires et déterminons nos stratégies autour des outils technologiques pour une meilleure administration du territoire. Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies, les citoyens font des économies de déplacement, par exemple grâce à des bornes leur permettant d'être en relation avec différents services.

Quelle a été la vision du Grenelle de l'environnement sur des territoires ruraux comme les nôtres? L'ensemble des élus et des partis politiques sont motivés. Internet devient important en offrant notamment la possibilité d'envoyer des mails qui permettent de réagir; les médias admettent la complémentarité de l'Internet en tant qu'outil et le monde rural trouve ainsi le moyen de se faire entendre et d'avancer.

JEAN-CHRISTOPHE FRACHET : *conseiller municipal, 2^e arrondissement de Paris*. Les TIC et le développement durable engendrent une révolution mondiale des usages. Nous pilotons à vue le développement de technologies qui bousculent les frontières et les fondements mêmes de notre République. Il n'y a plus de grille de lecture, nous n'avons pas de système de régulation autre que le marché. **L'alphabétisation informationnelle serait un pilotage intelligent**. Chacun, en tant qu'acteur de la société de l'information, doit prendre conscience du système.

Internet pose une vraie question de démocratie de l'information, notamment sur la légitimité des multiples avis recueillis. La notion de citoyenneté numérique dans la société de l'information est un véritable enjeu.

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI : Il y a 2 ans, les problématiques de TIC 21 abordaient les thèmes de l'énergie ou du recyclage et nécessitaient la présence de techniciens. Aujourd'hui, les réflexions prennent davantage en compte la parole citoyenne, pour les bonnes pratiques et les exemples concrets.

Cependant, toutes les questions n'ont pas été posées, par exemple le temps qui nous est imparti pour synthétiser nos confrontations ou encore celle des coûts (possibilité de créer de l'emploi pour la gestion en équipe de l'information sur sites). La création d'éditeurs, des filtres sont à remettre en place pour pallier le manque de gestion intermédiaire de l'information livrée.

D'autre part, les médias organisés tels que BFM, Direct 8... prennent le temps d'analyser l'information pour répondre aux questions des internautes.

La Webcam est un outil imparfait : il y a une grande inégalité de qualité entre l'image ou le son de la Webcam, et ceux du plateau ; des problèmes techniques restent à résoudre entre la captation du plateau et ce que nous transmettent les outils Internet. La Webcam nécessite un autre regard pour rendre une vraie retranscription. Comment allons-nous encadrer le débat ?

DE LA SALLE : Le fond du problème réside notamment dans les problèmes d'analyse, de méthodologie et de prise en charge de l'outil. Comment construisons-nous le fonctionnement démocratique du débat public ?

Aujourd'hui, nous ne savons plus gérer cette nouvelle forme d'agora et avons affaire à une situation anti-démocratique. À partir de ce nouvel outil, il faudrait reconstruire des règles oubliées de la démocratie. Il serait tout à fait dangereux qu'une seule personne soit en charge de redresser la justesse des interventions du Web.

L'expérience de la Ville de Bonneuil-sur-Marne

PASCAL NICOLLE : *Consultant Associé, La suite dans les idées, France.* La participation citoyenne sur le Web permet de sécuriser la décision des élus qui, par cet outil, ont la capacité de croiser plusieurs formes d'expertises. Internet donne les règles de cadrage, annonce les enjeux et organise aussi le débat. L'objectif est de créer du projet collectif.

LSDI travaille avec la Ville de Bonneuil-sur-Marne depuis 2 mois afin de croiser la participation citoyenne avec les orientations prises par les élus sous les conseils d'un urbaniste.

MIREILLE COTTET : *Adjointe au maire de Bonneuil-sur-Marne, France.* La Ville de Bonneuil-sur-Marne a fait une expérience de démocratie participative – déjà initiée lors des « Assises de la ville » – qui apporte une nouveauté au Projet de ville : l'utilisation du site Web de la ville et la possibilité d'intervenir et d'apporter sa contribution de chez soi, sans participer aux réunions de quartier. Les habitants sont bien souvent entrés dans le vif du sujet (interrogations sur leur vie future, le prix des loyers...), et ainsi, se sont appropriés à nouveau la ville.

Le développement durable nécessite un débat participatif et démocratique. Demander juste l'avis des habitants ne fonctionnera pas, ceux-ci doivent en effet être impliqués dès le début d'une réalisation.

PASCAL NICOLLE : La grande particularité de notre démarche est la récolte des propositions en direct. Le débat a permis de collecter les points de vue et de prouver clairement que la parole des habitants était prise en compte. **Des groupes de travail et 200 contributions sur Internet ont enrichi le débat.**



PASCAL NICOLLE
CONSULTANT ASSOCIÉ, LA SUITE
DANS LES IDÉES, FRANCE

Nous essayons de représenter sur une cartographie les grands sujets qui émergent. Ainsi, chacun peut retrouver sa contribution et voir où elle se situe.

“ Nous essayons de représenter sur une cartographie les grands sujets qui émergent.

Cette nouvelle gouvernance engendre une acculturation à l'Internet. Même les personnes âgées comprennent l'utilité de cet outil...

MIREILLE COTTET : Nous avons aussi une médiathèque permettant d'accéder au site. D'autre part, les réunions n'ont pas été abandonnées pour autant. Grâce à ce travail de démocratie participative, nous aboutirons à une construction partagée par une majorité d'habitants.

PASCAL NICOLLE : Cette base de données sera réutilisée par la suite. Les contributions apportées seront mises en valeur grâce à un suivi sur le site. Les habitants sauront ainsi qu'ils n'interviennent pas pour rien.

Échanges avec la salle

LUDOVIC PIRON-PALLISER : Malgré l'avènement des TIC, le contact humain est un droit qui reste essentiel dans ce genre de débat.

PHILIPPE BOURLITIO : Quelques mois avant le Grenelle a eu lieu le débat sur la maîtrise de l'énergie, dont l'objectif était de collecter les réactions des internautes afin d'aboutir à l'élaboration de propositions. Le support utilisé était un site Internet sous forme de blog collaboratif⁶.

La page d'accueil se présentait avec un texte introductif, et au-dessous figurait un formulaire de réactions. Pour démarrer ce débat, quatre thèmes ont été proposés. D'autres thèmes pouvaient apparaître ensuite selon les contributions des internautes. La cartographie pouvait donc évoluer.

Le débat s'est déroulé en trois temps : une discussion entre Internaute, une sélection des contributions et l'organisation d'ateliers pour faire le point sur les réactions.

Une douzaine de partenaires importants du domaine de la protection de l'environnement ont participé (Greenpeace, la Cité des Sciences...).

Un débat et une seconde consultation Internet ont permis l'émergence de 30 propositions qui ont été remontées par l'ADEME au Grenelle de l'environnement.

DOMINIQUE MAISON : *urbaniste*. Les démarches de Bonneuil et de Grenoble se basent sur un outil permettant la récolte de propositions. La limite de cette méthode vient du manque de recul et d'expérience ainsi que du risque de manipulation de ceux qui utilisent l'outil. Nous ne devons pas oublier l'aspect humain. Demander l'avis à quelqu'un qui n'a aucune compréhension de ce dont il parle fausse les données et peut être un danger.

DE LA SALLE : Il est important de garder le face à face car les publics sont différents. Cependant, Internet permet de toucher une autre couche de population.

⁶ www.lebebatmde.org



JEAN-LUC MARTIN-LAGARDETTE : Le rôle de la presse dans une démocratie est fondamental. Les journalistes commencent à peine à prendre conscience de la crise actuelle de l'information. Mais il faut aussi parler de la qualité de l'information et de la responsabilité des journalistes. Sur ce dernier point, une association vient de se créer pour proposer une réflexion déontologique et publique de l'information dans le cadre d'un Conseil de presse. Face à cette initiative, certains journalistes craignent pour leur liberté d'expression. À tort, car il ne s'agit pas de contrôler l'information mais de pointer ensemble (journalistes, éditeurs et public).

Je regrette un manque de formation au métier d'investigation et à la déontologie, quand seulement 15 % des journalistes professionnels sortent d'une école reconnue ! Une nouvelle charte de la qualité de l'information est en cours d'élaboration. Dans quelque temps, vous serez invités à participer à l'instauration de ces nouvelles règles du jeu.

“ Il ne s'agit pas de contrôler l'information mais de pointer ensemble.

JEAN-MICHEL ASTIER : La communication auprès des élus ne fait pas toujours avancer les choses. Il avait été proposé à la radio d'apposer sur chaque disque sortant un pourcentage du cachet perçu par l'artiste. Cette proposition n'a jamais abouti.